

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 mars 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant diverses dispositions
relatives à une meilleure utilisation
de la prime d'installation**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0952/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mme Van Peel.
002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 maart 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van diverse bepalingen
ter verbetering van een correct gebruik
van de installatiepremie**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0952/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Van Peel.
002: Amendementen.

06720

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis sur l'incidence financière de la proposition de loi 55 0952/001 modifiant le régime de la prime d'installation pour les sans-abri

Avis approuvé en assemblée générale de la Cour des comptes le 23 mars 2022

1 Contexte

La prime d'installation vise à aider les sans-abri à retrouver un logement en leur permettant de l'aménager. Elle est accordée aux personnes qui perdent la qualité de sans-abri en occupant un logement qui devient leur résidence principale. Elle ne peut être octroyée qu'une fois. Elle est équivalente à un mois de revenu d'intégration pour une personne avec famille à charge (1.449,15 euros au 1^{er} février 2022).

La prime d'installation peut être accordée par les CPAS à trois catégories de sans-abri :

- aux bénéficiaires du revenu d'intégration (loi du 26 mai 2002; ci-après « loi RIS ») ;
- aux personnes qui perçoivent un revenu de remplacement à charge du système de sécurité sociale ou d'aide sociale ou qui perçoivent un revenu inférieur au montant du revenu d'intégration correspondant à leur catégorie, majoré de 10 % (loi du 23 août 2004 ; ci-après « loi organique ») ;
- à des personnes indigentes qui ne possèdent pas la nationalité belge et qui ne sont pas inscrites au registre de la population (dans le cadre de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1995)¹.

La réglementation applicable aux deux premières catégories de bénéficiaires diverge sur un point : alors que la loi RIS accorde la prime à chaque personne même si plusieurs bénéficiaires s'installent dans une même résidence, la loi organique n'autorise qu'une prime par adresse de résidence.

Les primes d'installation sont accordées par les CPAS, mais entièrement financées par le SPP Intégration sociale.

2 Proposition de loi

La proposition de loi contient trois mesures :

- modifier la loi RIS pour limiter le droit à une seule prime d'installation par adresse ;
- introduire une prime d'installation supplémentaire de 125 euros par enfant résidant avec le bénéficiaire ;

¹ Cette catégorie de sans-abri regroupait des demandeurs d'asile qui quittaient les structures d'accueil de Fedasil. L'amélioration de la gestion de l'accueil a réduit les besoins. Depuis quelques années, il s'agit de moins de vingt cas par an. La proposition de loi ne modifie pas la réglementation dans ce domaine.

- lier la prime d'installation aux frais réellement encourus et permettre ainsi aux bénéficiaires de conserver une réserve en cas de nouvelle installation (le montant total restant limité à un mois de revenu d'intégration).

3 Effets budgétaires des mesures

Les tableaux qui suivent reprennent le nombre de primes d'installation et le budget qui y est affecté.

Tableau 1 - Nombre de bénéficiaires de la prime d'installation, selon le régime

	2016	2017	2018	2019	2020
Loi RIS	10.031	9.659	9.217	7.347	6.844
Loi organique	5.233	3.675	3.745	3.417	3.033
Total	15.264	13.334	12.962	10.764	9.877

Source : SPP Intégration sociale

Le nombre plus faible de primes d'installation au cours des dernières années s'explique en partie par un retard dans la collecte des données. Ce nombre peut donc encore être relevé. Pour les calculs qui suivent, le nombre annuel de primes sera estimé par la moyenne sur les cinq ans, c'est-à-dire 12.440.

Tableau 2 – Dépenses liées à la prime d'installation, en euros

	2016	2017	2018	2019	2020
	17.444.049	15.653.874,2	15.785.125,5	13.509.392,1	12.758.403,1

Source : SPP Intégration sociale

3.1 Prime unique par adresse

Cette mesure ne concerne que les bénéficiaires du revenu d'intégration dans le cadre de la loi RIS. En moyenne au cours des cinq dernières années 69,3 % des bénéficiaires de la prime d'installation percevaient le revenu d'intégration.

Cette mesure ne concerne que les personnes cohabitantes. Parmi les bénéficiaires du revenu d'intégration, 10 % en moyenne au cours des cinq dernières années étaient des cohabitants. Il n'y a pas de statistiques détaillées sur les sans-abri qui s'installent à la même adresse. Si l'on fait l'hypothèse que toutes les personnes cohabitantes s'installent avec un autre sans-abri, le nombre de primes d'installation diminuera de :

$$12.440 \times 69,3\% \times 10\% \times 1/2 = 431,05$$

Cela implique une économie de $431 \times 1.449,5$ euros = 624.801,2 euros.

Cette estimation constitue l'économie maximale liée à cette mesure, puisqu'elle part de l'hypothèse que tous les sans-abri qui sont cohabitants s'installent avec un autre sans-abri.

3.2 Prime d'installation par enfant

La prime supplémentaire par enfant concerne les sans-abri qui sont cohabitants avec charge de famille. En moyenne, 23,7 % des sans-abri qui bénéficient de la loi RIS figurent dans cette catégorie. Il n'y a pas de statistiques pour les autres bénéficiaires. La Cour des



3

comptes prend pour hypothèse que la proportion de cohabitants avec charge de famille est identique.

Il n'y a pas de statistique sur le nombre d'enfants des ménages de sans-abri qui bénéficient de la prime d'installation. En 2015, le SPP Intégration sociale avait réalisé une étude sur les familles qui bénéficiaient du soutien du CPAS. Cette étude avait montré que les familles avec enfants comptaient en moyenne 1,7 enfant (soit un peu moins que la moyenne générale).

Le coût supplémentaire de la mesure s'élèverait donc à :

$$12.440 \times 23,7 \% \times 1,7 \times 125 \text{ euros} = 626.509,5 \text{ euros.}$$

3.3 Remboursement des frais réels d'installation

Il n'y a pas de statistique sur les dépenses réelles d'aménagement du logement. Il n'y a pas de statistique non plus sur le nombre de sans-abri qui doivent s'installer plusieurs fois après avoir perdu leur logement. Vu le montant de la prime, la probabilité que les frais d'installation soient inférieurs à la prime pourrait être négligeable. L'adoption de cette disposition occasionnerait des coûts indirects en termes de charges administratives, qui pourraient être disproportionnés au regard des bénéfices escomptés.

4 Estimation de la Cour des comptes

La Cour des comptes estime que l'adoption de cette proposition de loi aurait un effet budgétaire neutre. D'une part, l'économie générée par la mesure visant à limiter l'octroi des primes à une par adresse s'élèverait au maximum à 624.801,2 euros. D'autre part, elle estime que les dépenses liées à la prime d'installation supplémentaire par enfant atteindraient 626.509,5 euros.

L'incidence de la mesure visant à limiter l'octroi de la prime aux frais réels ne peut être estimée en l'absence de données statistiques relatives à l'utilisation réelle de la prime d'installation. La probabilité d'un report d'une partie de la prime pourrait toutefois être négligeable et occasionner des coûts indirects élevés en termes de charge administrative.



Advies over de financiële impact van het wetsvoorstel 55 0952/001 tot wijziging van de installatiepremie voor daklozen

De algemene vergadering van het Rekenhof keurde dit advies goed op 23 maart 2022.

1 Context

De installatiepremie is bedoeld om daklozen te helpen een woonst te vinden en in te richten. Ze wordt toegekend aan personen die de hoedanigheid van dakloze verliezen door een woonst te betrekken die als hoofdverblijfplaats fungeert. Het gaat om een eenmalige premie. Het bedrag ervan is gelijk aan één maand leefloon voor iemand met gezinslast (1.449,15 euro op 1 februari 2022).

OCMW's kunnen de installatiepremie toekennen aan drie categorieën van daklozen:

- daklozen die een leefloon ontvangen (wet van 26 mei 2002; hierna « de leefloonwet » genoemd);
- personen die een vervangingsinkomen ontvangen uit een stelsel van de sociale zekerheid of sociale bijstand, of die een inkomen hebben dat lager is dan het bedrag van het leefloon dat overeenstemt met hun categorie, verhoogd met 10 % (wet van 23 augustus 2004; hierna « de organieke wet » genoemd);
- behoeftige personen die niet de Belgische nationaliteit hebben en die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister (ministerieel besluit van 30 januari 1995)¹.

De regelgeving die van toepassing is op de eerste twee categorieën, verschilt op één punt: de leefloonwet kent de premie toe aan iedere persoon, ook al wonen er meerdere begunstigten op eenzelfde adres, terwijl de organieke wet slechts één premie per verblijfsadres toestaat.

De installatiepremies worden toegekend door de OCMW's maar volledig gefinancierd door de POD Maatschappelijke Integratie.

2 Wetsvoorstel

Het wetsvoorstel omvat drie maatregelen:

- de leefloonwet wijzigen om het recht te beperken tot één installatiepremie per adres;
- een bijkomende installatiepremie van 125 euro invoeren per kind dat bij de begunstigde inwoont;

¹ Die categorie van daklozen omvatte de asielzoekers die de opvangstructuren van Fedasil verlieten. Omdat het beheer van de opvang verbeterd is, zijn de behoeften afgenomen. Sinds enige jaren gaat het om minder dan twintig gevallen per jaar. Het wetsvoorstel brengt geen wijzigingen aan in de regelgeving op dat vlak.



- de installatiepremie koppelen aan de uitgaven die werkelijk werden gedaan, zodat de begunstigden een reserve kunnen behouden in het geval van een nieuwe installatie (het totaalbedrag blijft beperkt tot één leefloon).

3 Budgettaire impact van de maatregelen

De volgende tabellen vermelden het aantal installatiepremies en het budget dat daarvoor wordt uitgetrokken.

Tabel 1 – Aantal begunstigden van de installatiepremie, naargelang het stelsel

	2016	2017	2018	2019	2020
Leefloonwet	10.031	9.659	9.217	7.347	6.844
Organieke wet	5.233	3.675	3.745	3.417	3.033
Totaal	15.264	13.334	12.962	10.764	9.877

Bron: POD Maatschappelijke Integratie

Dat het aantal installatiepremies de voorbije jaren is gedaald, is deels te verklaren door het feit dat de gegevens met vertraging worden ingezameld. Het vermelde aantal kan dus nog stijgen. Voor de volgende berekeningen zal het jaarlijkse aantal premies worden geraamd via het gemiddelde over de vijf jaar, d.w.z. 12.440.

Tabel 2 – Uitgaven in samenhang met de installatiepremie, in euro

	2016	2017	2018	2019	2020
	17.444.049	15.653.874,2	15.785.125,5	13.509.392,1	12.758.403,1

Bron: POD Maatschappelijke Integratie

3.1 Eén enkele premie per adres

Deze maatregel beoogt enkel de begunstigden van een leefloon in het kader van de leefloonwet. De voorbije vijf jaar ontving gemiddeld 69,3 % van de begunstigden van de installatiepremie een leefloon.

Deze maatregel beoogt enkel samenwonenden. De voorbije vijf jaar was 10% van de begunstigden van een leefloon samenwonend. Er zijn geen gedetailleerde statistieken over daklozen die op hetzelfde adres verblijven. In de hypothese dat alle samenwonenden zich installeren met een andere dakloze, zou het aantal installatiepremies dalen met:

$$12.440 \times 69,3\% \times 10\% \times 1/2 = 431,05$$

Dat betekent een besparing van $431 \times 1.449,5$ euro = 624.801,2 euro.

Die raming is de maximale besparing die uit de maatregel kan worden gehaald, vermits ervan wordt uitgegaan dat alle daklozen die samenwonend zijn, zich installeren met een andere dakloze.

3.2 Installatiepremie per kind

De bijkomende premie per kind betreft samenwonende daklozen met gezinslast. Van de daklozen die de leefloonwet genieten, valt gemiddeld 23,7 % binnen die categorie. Er zijn



geen statistieken voor de andere begunstigden. Het Rekenhof vertrekt van de hypothese dat het aandeel samenwonenden met gezinslast identiek is.

Er zijn geen statistieken over het aantal kinderen uit daklozengezinnen die de installatiepremie ontvangen. In 2015 deed de POD Maatschappelijke Integratie onderzoek naar gezinnen die OCMW-steun ontvingen. Uit dat onderzoek kwam naar voren dat gezinnen met kinderen gemiddeld 1,7 kinderen telden (dat is iets minder dan het algemene gemiddelde).

De maatregel zou derhalve bijkomende kosten genereren ten belope van:

$$12.440 \times 23,7 \% \times 1,7 \times 125 \text{ euro} = 626.509,5 \text{ euro}.$$

3.3 Terugbetaling van de werkelijke installatiekosten

Er zijn geen statistieken over de werkelijke uitgaven voor de inrichting van de woonst. Er zijn ook geen statistieken over het aantal daklozen die zich meermaals moeten installeren na een woonst te zijn verloren. Gezien het bedrag van de premie is het onwaarschijnlijk dat de installatiekosten lager zijn dan de premie. De goedkeuring van die bepaling zou tot indirecte kosten leiden in termen van administratieve last, die misschien niet in verhouding zullen zijn met de verwachte baten.

4 Raming door het Rekenhof

Het Rekenhof is van oordeel dat de goedkeuring van het wetsvoorstel geen impact zou hebben op de begroting. Enerzijds zou de beperking tot één premie per adres een besparing opleveren van maximaal 624.801,2 euro. Anderzijds is het Rekenhof van oordeel dat de uitgaven in samenhang met de bijkomende installatiepremie per kind 626.509,5 euro zouden belopen.

De impact van de maatregel die de toekenning van de premie wil beperken tot de werkelijke kosten, kan niet worden geraamd bij gebrek aan statistische gegevens over het werkelijke gebruik van de installatiepremie. De mogelijke overdracht van een deel van de premie zou evenwel verwaarloosbaar kunnen zijn en tot hoge indirecte kosten kunnen leiden in termen van administratieve last.